



PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ D'ASTON-JONCTION
MRC NICOLET-YAMASKA

RÈGLEMENT NO 6
RÈGLEMENT RELATIF À LA CIRCULATION DES
CAMIONS ET DES VÉHICULES OUTILS

ATTENDU que le paragraphe 5 de l'article 626 du Code de la sécurité routière (L.R.Q.,c. C-24.2) permet à la municipalité d'adopter un règlement pour prohiber la circulation des véhicules lourds sur son territoire ;

ATTENDU qu'il est nécessaire de réglementer la circulation des véhicules lourds sur les chemins publics dont l'entretien est à la charge de la municipalité afin d'assurer la protection du réseau routier, la sécurité des citoyens et la tranquillité des secteurs résidentiels ;

ATTENDU qu'un avis de motion a été légalement donné par madame la conseillère Monique Bergeron à la séance ordinaire du Conseil tenue le 2 septembre 1997 ;

EN CONSÉQUENCE, Il est résolu d'adopter le présent règlement, qu'il porte le numéro 6 et qu'il y soit statué et décrété ce qui suit :

Article 1.

Le présent règlement porte le titre de **RÈGLEMENT RELATIF À LA CIRCULATION DES CAMIONS ET DES VÉHICULES OUTILS** et le préambule qui précède en fait partie intégrante.

Article 2.

Le présent règlement abroge le règlement no 67 en vigueur sur le territoire de l'ancienne municipalité de Saint-Raphaël-Partie-Sud et le règlement no 6 adopté par la municipalité d'Aston-Jonction.

Article 3.

Dans le présent règlement, les mots suivants signifient :

- * **Camion** : un véhicule routier, d'une masse nette de plus de 3 000 kg fabriqué uniquement pour le transport de biens, d'un équipement qui y est fixé en permanence ou des deux ;
- * **Véhicule outil** : un véhicule routier motorisé fabriqué uniquement pour accomplir un travail et construit pour circuler à une vitesse maximale de 70 km/h ;

- * Véhicule routier : un véhicule motorisé qui peut circuler sur un chemin; sont exclus des véhicules routiers, les véhicules pouvant circuler uniquement sur les rails et les fauteuils roulants mus électriquement ; les remorques, les semi-remorques et les essieux amovibles sont assimilés aux véhicules routiers.

Article 4.

La circulation des camions et des véhicules outils est interdite sur les chemins suivants, lesquels sont indiqués sur le plan annexé au présent règlement pour en faire partie intégrante :

- Rang 3
- Rang 9 Est
- Rang 10
- Rang Petit 10
- Route de la voie ferrée
- Rue Vigneault
- Rue De Courval
- Rue Gaudet
- Rue Lemire
- Rue Lupien
- Rue Morin

Article 5.

L'article 4 ne s'applique pas aux camions et aux véhicules outils qui doivent se rendre à un endroit auquel ils ne peuvent accéder qu'en pénétrant dans la zone de circulation interdite afin de prendre ou de livrer un bien, de fournir un service, d'exécuter un travail, de faire réparer le véhicule ou de le conduire à son point d'attache.

En outre, il ne s'applique pas :

- aux véhicules hors normes circulant en vertu d'un permis spécial de circulation autorisant expressément l'accès au chemin interdit ;
- à la machinerie agricole, aux tracteurs de ferme et aux véhicules de ferme, tels qu'ils sont définis dans le Règlement sur l'immatriculation des véhicules routiers (décret 1420-91 du 16 octobre 1991).

Article 6.

A moins d'indications contraires sur le plan annexé au présent règlement, chaque chemin interdit ou partie de chemin interdit forme une zone de circulation interdite. Toutefois, s'ils sont contigus, ils forment une même zone de circulation interdite.

Lorsque lesdits chemins et un chemin interdit que le ministère des Transports ou une autre municipalité entretient sont contigus, ils font partie, à moins d'indications contraires, d'une zone de circulation interdite commune comprenant tous les chemins interdits contigus.

La zone de circulation interdite est délimitée par des panneaux de signalisation qui doivent être installés, conformément au plan annexé au présent règlement, aux extrémités des chemins interdits qui en font partie, à leur intersection avec un chemin où la circulation est permise. Ces panneaux de signalisation doivent être du type P-130-24 qui rappelle la prescription (P-130-P ou P-130-20), notamment aux limites du territoire municipal.

Article 7.

Quiconque contrevient à l'article 4 commet une infraction et est passible d'une amende identique à celle qui est prévue dans l'article 315.1 du Code de la sécurité routière (L.R.Q., c. C-24-2).

Article 8.

Le présent règlement entrera en vigueur dès qu'il aura reçu l'approbation du ministre des Transports conformément à l'article 627 du Code de la sécurité routière.

Avis de motion	le 2 septembre 1997
Adopté	le 6 octobre 1997
Affiché	le 10 octobre 1997
Approuvé	le 30 octobre 1997
En vigueur	le 30 octobre 1997